

Le document statistique annuel (2014, portant sur l'année scolaire précédente) du ministère est paru. On peut y accéder sur internet sur le site [education.gouv.fr](http://education.gouv.fr)

C'est un document intéressant pour suivre les évolutions du système, du primaire à l'université. L'occasion pour nous de faire un peu le point sur les STAPS.

Nous vous livrons ici une rapide synthèse, pour vous éviter la recherche un peu fastidieuse des différents éléments, ainsi que quelques remarques et suggestions (**les commentaires ou questions du SNEP sont en bleu**)

### Les effectifs

Les effectifs STAPS en 2013/2014 étaient de **48 320** dont : **39 435** en licence, **8 421** en master, **464** en doctorat. La variation des effectifs par rapport à l'année précédente est de 12,4%. **La variation des effectifs est un problème qui a la vie dure en STAPS. Lorsqu'on regarde sur une période longue, il est assez clair que les mouvements suivent la courbe des postes ouverts au CAPEPS. La dernière remontée des effectifs est corrélée à l'augmentation des postes, depuis l'engagement du gouvernement de créer des postes dans l'éducation nationale. Donc, même si depuis longtemps maintenant, les débouchés en STAPS ne se limitent pas au professorat d'EPS, la bagarre pour les postes que nous menons chaque année a une influence sur les entrants. Par ailleurs, suite à la réforme de la formation, il est probable que le volume en master se réduise considérablement en fonction d'une grande partie qui sera attribuée aux ESPE.**

On y trouve 28,7 % de filles dans toute la filière, soit la discipline, et de loin (la moyenne est de 56,9%), la moins féminisée juste après les sciences fondamentales et d'application (25%). Sur les 15594 entrant.es en 2013 (7831 en 2008 !) on trouve seulement 25,2% de femmes **C'est un problème qu'il faudrait prendre en compte sérieusement. Sans se prononcer sur son impact dans les différentes voies, selon nous ce n'est pas une bonne chose pour Education-Motricité. Si l'on regarde l'évolution des postes au CAPEPS, on voit que le nombre de femmes reçues diminue en proportion. Donc la profession des enseignants d'EPS se masculinise de plus en plus. Heureusement que les études et le concours rééquilibrent les volumes (les filles réussissent mieux) sinon il serait logique se retrouver à terme avec les mêmes chiffres à l'arrivée. Pour l'enseignement de l'EPS, c'est un véritable problème. C'est en tout cas un sujet de réflexion pour les STAPS.**

Origine des entrants (BAC) :

Littéraire : 452 (3,1%)

Eco : 3659 (24,9%)

S : 5950 (35,7%)

Techno : 3391 (22,7%)

Pro : 1636 (9,2%)

Même si les Bac scientifiques sont majoritaires (c'est vrai depuis longtemps), les Bac éco et techno représentent une part non négligeable. Mais, lorsqu'on cumule les différents Bac autres que S, la population des entrants en STAPS devient majoritairement « non scientifique ». Il faudrait faire la comparaison sur plusieurs années pour voir s'il y a des modifications notables, mais, d'après les informations que nous pouvons avoir sur des personnes intervenant occasionnellement en STAPS, il semble que la population des étudiants (il s'agit bien ici de la population masculine !). Il faudrait soumettre ces réflexions spontanées et peut-être fausses au crible des statistiques et de la mutualisation des informations à grande échelle, mais si cette perception se vérifiait, ça serait problématique. Sur l'image de la filière, sur la qualité des enseignements possibles et sur la qualité in fine des professionnels qui sont formés.

### **Après 1 an d'étude :**

65% suivent (contre 58,4% en moyenne de toutes les disciplines)

6,1% se réorientent (10,6%)

28, 1% ne se réinscrivent pas (31%)

C'est plutôt, *a contrario* du chapitre précédent, une bonne nouvelle qu'il faudrait valoriser. Comme un organisme d'étude (qui n'existe plus) l'avait montré il y a longtemps maintenant, la filière STAPS n'est pas, loin de là, une filière d'échec. Elle réussit même plutôt bien. Le critère de la poursuite d'étude après la première année de licence est un bon critère. Plusieurs explications possibles, dont le fait qu'en STAPS, une fois l'évaporation presque naturelle des étudiant.es qui sont là par erreur d'orientation ou pour attendre (ou pour voir...), c'est une voie qui est choisie et dans laquelle on espère un diplôme. Une autre explication est sans doute à mettre au crédit des enseignant.es qui se sont pas mal investi-es dans le « plan licence ».

### **Évolution diplômes :**

Augmentation des licences pro : 273 en 2005, 595 en 2012 (47,7% femmes)

Baisse licences générales : 5698 en 2005, 7323 en 2006 et baisse constante jusqu'à 4809 en 2012 (36,9% femmes).

Augmentation master pro de 591 à 1101 (effet mastérisation ?) (39,6% femmes)

Relative stabilité des masters recherche 144 à 175 (46,9% femmes)

Augmentation des masters indifférenciés : de 10 à 829 (effet mastérisation : passage de 275 en 2010 à 829 en 2012) (39% femmes)

Faible augmentation des doctorats (dont HDR) 86 à 114 (97 doctorats dont 39,2% femmes, 17 HDR dont 11,8% femmes).

Il est difficile ici de faire une analyse poussée, il faudrait mieux pouvoir différencier, ce que les statistiques de la Depp ne font pas, les différentes filières. Là encore il faudra attendre la prochaine édition, mais il semble évident que d'une part la mastérisation a « rempli » les masters, alors que la création des ESPE va mécaniquement les faire fondre, même si tout cela reste un problème virtuel et d'étiquetage : les STAPS font partie intégrante des ESPE et donc, même si l'inscription se fait ici ou là, ça ne change rien, théoriquement, sur le « qui fait quoi ». Tout le problème, qui reste très flou, réside dans le fléchage des moyens.

Le doublement des licences pro est un indice qu'il ne faut pas sous-estimer. Dans des périodes de crises, la recherche de filières courtes, fortement professionnalisantes, est une

donnée qu'il faut prendre en compte. Comme se piloter dans l'avenir ? Nous n'avons pas de filière courte dans notre domaine, comme des IUT, BTS, etc. Il en a été question un temps (Claude Allègre en 2000), et le rapport Berstch, il y a quelques temps, en avait parlé. Dans les faits, les formations courtes (il reste malgré tout quelques DEUST) se font par le MJS. D'où l'éternel « conflit ».

Le SNEP continue à exiger une mise à plat de tout cela. On nous le promet régulièrement, mais ce n'est jamais mis en œuvre. Mais c'est un problème qui concerne toute l'université : allons-nous vers une licence qui serait le premier diplôme post-bac (logique LMD) ? La réforme LMD, dans laquelle une grande partie du monde universitaire a foncé tête baissée, ne s'est jamais imposée dans les faits. Entre les filières courtes d'un côté et les grandes écoles de l'autre, l'université française reste écartelée. Du coup il n'y a pas de vision claire de l'avenir.

Dernière observation : la petite centaine de doctorats, comparée au volume des étudiant.es montre à l'évidence qu'il ne s'agit pas là d'une voie très développée. Chercheur-se en STAPS n'est pas un débouché qui pèse beaucoup. « Ça paye pas », pour parler simplement. Au delà des questions de financement de la recherche, cela interroge selon nous directement la pertinence de « l'objet STAPS » qui reste, au plan fondamental, une énigme. Régulièrement, dans nos écrits, nous reposons la question à laquelle personne ne semble vouloir se confronter : la discipline STAPS existe t-elle ? Nous pensons qu'il serait sain et profitable de se mettre tranquillement autour d'une table pour en parler...

### **Options en lycée**

3508 élèves en seconde enseignement détermination à la rentrée 2013 (29,8% filles). Moins de 1% des élèves qualifié de marginal par le ministère. Vont ensuite en S, ES et STMG

16208 élèves en option facultative (3,1% des élèves)

Soit un total de 19716 élèves concernés par une option EPS

En première, le ministère regroupe (Pourquoi ?) les 2 types d'options dans les calculs : 17951 élèves. Et en terminale : 17045.

Globalement on observe légère évaporation entre des effectifs en seconde et ceux de terminales. Par exemple il y avait 17332 élèves dans les options en premières en 2012. On en retrouve 300 de moins en terminale en 2013.

Sans avoir aucune donnée fiable, est-il possible de mettre en relation les 17000 « optionnaires » de lycée et les 15500 entrants en STAPS ? Les volumes peuvent correspondre. Il y a en tout cas vraisemblablement quelque chose à faire du point de vue de la relation qui pourrait s'établir entre les UFR et les lycées proposant les options. C'est la seule variable sur laquelle on peut jouer pour assurer les pré-requis pour les entrants. Car si pour certaines disciplines le pré-requis est le BAC et la formation qu'il y a derrière, ce ne peut être le cas en EPS, le niveau des notes au BAC (en dehors des options) ne reflétant pas le niveau réel des élèves.